

La politique agricole de la République turque (1923-1987)

Jean-Marie Le Lan, François Lérin

Citer ce document / Cite this document :

Le Lan Jean-Marie, Lérin François. La politique agricole de la République turque (1923-1987). In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°50, 1988. Turquie, la croisée des chemins. pp. 124-151;

doi : <https://doi.org/10.3406/remmm.1988.2258>

https://www.persee.fr/doc/remmm_0035-1474_1988_num_50_1_2258

Fichier pdf généré le 21/04/2018

Jean-Marie LE LAN et François LERIN

LA POLITIQUE AGRICOLE DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE (1923-1987)

La croissance de l'agriculture et la modernisation de campagnes de vieille tradition agraire, a été et demeure encore un des enjeux de la politique, de l'économie et de la société turques. L'objectif de cet article est de souligner les principales caractéristiques et les lignes de force des politiques agricoles menées au cours des soixante-cinq ans de période républicaine qu'a connue le pays.

Au cours des soixante-cinq années qui nous séparent de la proclamation de la République, le secteur agricole turc a connu, comme l'ensemble de l'économie, une croissance moyenne annuelle soutenue (3,4% pour l'agriculture; 4,9% pour l'ensemble de l'économie).

Cette croissance est basée sur celle de nombreux produits : à la fois pour l'exportation et pour le marché intérieur, en irrigué et en sec, dans de grandes exploitations intensives et de petites exploitations paysannes. Le secteur agricole a ainsi pu répondre à l'accroissement de la demande nationale liée d'abord à la forte augmentation de la population — qui est passée d'un peu plus de 13 millions en 1923 à environ 52 millions en 1987 — et, dans une moindre mesure, à celle du revenu. Le pays n'a pas cessé d'avoir une balance agricole positive, les exportations du secteur ayant longtemps joué un rôle décisif dans l'approvisionnement en devises.

Tout au long de l'histoire républicaine du pays, le secteur agricole a été un important fournisseur de matières premières pour des industries de transformation qui forment une part importante de l'activité manufacturière (industrie textile en forte croissance encore de nos jours, industries des cuirs et peaux, de la laine, industries agro-alimentaires, etc.). La croissance du secteur et sa modernisation ont aussi

stimulé un important secteur d'approvisionnement d'intrants (tracteurs et machines agricoles, engrais,...).

Mais au-delà de ces fonctions économiques, l'importance de la politique agricole tient au fait que la Turquie a été, et est encore à bien des égards, un pays agraire : au début de la République, plus de 80 % de la population vivait en zone rurale, aujourd'hui encore environ 50 %. On estimait qu'en 1980, 58 % de la population active travaillait dans l'agriculture qui représentait environ le cinquième du produit national brut.

Pour décrire la politique agricole turque nous nous sommes appuyés sur une relativement abondante littérature internationale consacrée pour partie au secteur agricole. Sur la base de cette « revue de littérature », nous avons choisi et discuté une périodisation propre à la politique agricole (quelque peu différente des périodisations politico-économiques généralement adoptées)¹. Ces travaux d'économistes, politologues, sociologues turcs et étrangers nous ont permis de caractériser ces principales périodes et d'ordonner les thèmes structurants de la croissance et de la modernisation agricole du pays. Cette perspective descriptive nous semble justifiée en raison de l'absence d'une telle « revue » en langue française.

En nous contraignant à traiter l'ensemble de la période républicaine, notre intention était en effet de repérer des tendances longues (constitutives du secteur) et les thèmes « récurrents », qui témoignent de l'originalité de la situation agricole du pays.

Nous avons choisi de diviser l'ensemble de l'évolution contemporaine agricole de la Turquie en deux périodes, l'une correspondant aux années 1923-45, de formation et consolidation de la République, où l'on voit s'installer un réseau de contraintes politiques, économiques et internationales qui sont « constitutives » de l'économie-politique de la question agraire en Turquie. La seconde période s'étend de 1945 à 1980, c'est celle de la croissance et du développement d'une agriculture protégée et fortement encadrée par l'Etat².

Bien que de forts indices de continuité autorisent à poursuivre cette période jusqu'à nos jours, nous avons cependant isolé la période récente, pour indiquer comment le Coup d'Etat de 1980 et la mise en place du programme de stabilisation semblent être une réponse (au moins partielle) au désajustement du modèle de croissance adopté depuis plusieurs décennies.

1923-1945, FORMATION ET CONSOLIDATION DE LA RÉPUBLIQUE OU LA QUESTION AGRAIRE SUBORDONNÉE A LA QUESTION DE LA FORMATION DE L'ÉTAT-NATION

1. La naissance de la République et la question agraire

Lorsque le traité de Lausanne reconnaît l'indépendance de la Turquie dans ses frontières actuelles³, le pays sort dévasté d'une longue période de guerres : guerres coloniales et troubles socio-politiques nationalistes du démantèlement de l'Empire ottoman se succèdent. Guerre italo-ottomane en Lybie en 1911, première et deuxième guerres balkaniques en 1912-13, première guerre mondiale (1914-1918) et guerre d'indépendance (1918-1923).

Le résultat est accablant du point de vue démographique comme du point de

vue économique. Comme le notent Stanford J. Shaw et Ezel Kural Shaw (1977, 373) :

«... la plupart des non-musulmans étaient partis, la communauté grecque réduite de 1,8 millions à 120 000, les arméniens de 1,3 millions à 100 000. Pas moins de 2,5 millions de turcs étaient morts pendant la guerre, laissant une population de 13 269 606 habitants en Anatolie Centrale et en Thrace orientale. Le commerce extérieur avait chuté de façon importante, les exportations passant de 2,5 à 0,8 milliards de kurus, et les importations de 4,5 à 1,4 milliards entre 1911 et 1923 [...]. L'indice des prix de détail avait bondi de 100 en 1914 à 1 279 en 1923, et les prix allaient continuer de grimper pendant tout le reste de la décennie.»⁴

«La Turquie nouvelle» est la question centrale, pour Mustafa Kemal et le Parti Républicain du Peuple; la guerre d'indépendance avait pour objectif de refuser le diktat du Traité de Sèvres et la dissolution de la Nation turque dans une série de concessions, occupations et scissions (Kurde, Arménienne). Dès lors, les questions d'économie-politique se règlent autour d'un objectif primordial : construire une Nation indépendante. A bien des égards les politiques économiques appliquées à partir de 1923 et renforcées à partir de 1929 résultent de cet objectif principal.

Les thèmes centraux de cette idéologie «nationaliste», ses choix occidentalistes et de modernisation, sont connus, et ont été abondamment traités dans la littérature consacrée à la Turquie contemporaine. Retenons de cet ample débat : la volonté farouche de moderniser les mentalités et les modes de vie (occidentalisation); le souci de créer une base industrielle au pays, condition nécessaire selon les kémalistes d'une véritable indépendance nationale; l'affirmation d'un «agrarisme»⁵ lié à la composition majoritairement paysanne et rurale du pays; la place de l'Etat dans cette construction nationale.

L'option «industrialisante» a prévalu sans grand partage jusqu'en 1945 dans l'économie-politique turque. Il semblait en effet impensable aux élites politiques d'obéir à une «spécialisation internationale» — souvent défendues par les nations occidentales, prenant exemple sur les cas de l'Argentine et du Canada (*Bulletin de la Chambre Française de Constantinople*, 1890-1924) —, qui aurait fait de la Turquie un pays producteur de denrées agricoles et importateur de produits industriels. L'expérience douloureuse de la fin de l'Empire ottoman et de la soumission du pays aux intérêts bancaires et industriels des pays européens interdisait cette hypothèse de spécialisation. La littérature nationale fait d'ailleurs rarement référence à un débat de ce type.

Compte tenu de la remarquable faiblesse (voire de l'inexistence) du secteur industriel en 1923, il est apparu que, faute d'entrepreneurs nationaux, l'Etat serait un acteur important de l'industrialisation. Cependant, l'ampleur et les modalités de cette intervention restaient à définir, et ont évolué en fonction des conjonctures idéologiques et des contraintes intérieures et internationales de la croissance. La périodisation des premières phases de la république : 1923-29, phase dite «libérale»; 1932-39 phase dite «étatiste»; 1939-45 économie dite «de guerre», s'établit, précisément, sur le poids de l'Etat dans la direction de l'économie.

Mais cette présentation serait trompeuse si l'on ne soulignait pas en même temps la réaffirmation constante dans les discours officiels d'une sorte d'«agrarisme». Cette position est liée au besoin d'inclure la majorité paysanne dans un projet de renouveau national et de légitimer le pouvoir de l'Etat dans une société où le conflit de classe avait été exclu.

La littérature souligne systématiquement ce « paysannisme » (*köycülük*) (Gökalp, 1986, 66), tout en indiquant aussi le fait que les différentes mesures de modernisation culturelle et technique de la paysannerie n'ont pas eu, à court terme pour le moins, l'impact qu'elles souhaitaient avoir.

2. 1923-1929, la naissance de la « Turquie moderne »

Deux traits saillants dominent cette période : les aménagements infrastructurels d'une part et, d'autre part, une série de grandes dispositions législatives destinées à moderniser la société, l'économie et à réorganiser l'Etat. Les mesures édictées accélèrent et radicalisent le mouvement lent et souvent contrarié des réformes de l'Empire au long du XIX^e siècle (depuis le Tanzimat) et au début du XX^e siècle avec les Jeunes Turcs (à partir de 1908) (Bacqué-Grammont, Dumont, 1983 ; Islamoglu-Inan, 1987).

La réforme politique s'installe avec l'abolition du sultanat et se poursuit dans la réorganisation de l'appareil d'Etat, pour le mettre au service de la modernisation — l'administration publique se calque alors sur le modèle européen. Dès 1924, la Banque Agricole est réorganisée : elle augmente rapidement ses crédits destinés à l'agriculture (Herschlag, 1968, 49) pour fournir aux agriculteurs — en particulier ceux produisant pour l'exportation — les fonds d'investissement et de campagne. Il s'agissait aussi de limiter le pouvoir des usuriers, un des rares groupes sociaux désignés comme adversaires explicites de la Nation. En 1924 également, une première loi favorisant la formation de coopératives agricoles est adoptée. Cette même année une loi sur les villages tente de réorganiser la vie politique et sociale des unités de base de l'espace turc. Au cours de cette même période, des programmes d'accompagnement sont mis en route comme la formation aux techniques rurales des conscrits (1924) et l'amélioration des écoles rurales (1927).

La réforme religieuse, avec l'abolition du califat, la laïcisation et l'occidentalisation du droit et des coutumes, a certainement joué un rôle de fond dans la lente diffusion du progrès technique dans les campagnes. Elle a permis aussi de supprimer l'emprise foncière des fondations religieuses. En 1924, le Ministère du *Waqf* est aboli et la gestion des biens confiée à l'Etat républicain. Ces propriétés, comme les biens de main-morte et les domaines publics, autoriseront des distributions de terres : dès 1924, les « *personnes ayant subi des dommages matériels pendant l'occupation étrangère* » sont susceptibles de recevoir des terres, comme le sont les migrants de l'échange de population avec la Grèce (Mehmet, 1984). Une autre loi de 1924 autorise l'Etat à en distribuer aux paysans sans terre et fixe des modalités de remboursement en 10 ans (Aktan, 1971).

Après la Constitution de 1924 qui en donnait le cadre, un nouveau code civil (inspiré du suisse) est adopté en 1926. Il codifie les régimes de propriétés de la terre et « occidentalise » le droit civil.

Un des aspects les plus importants de ce « train de réforme » a été l'abolition, en 1925, de la dîme (*Usr*), symbole de l'ordre ottoman dans les campagnes et lourde charge pesant sur la paysannerie turque :

« Par cette mesure, le gouvernement républicain transforma fondamentalement la situation matérielle des villageois, s'assurant ainsi, sans aucun doute, leur fidélité ou tout au moins leur neutralité [...] » (Lewis, 1988, 409)⁶.

Du point de vue de la politique de production, bien que la littérature n'y fasse pas référence, il semble certain que le gouvernement souhaitait une amélioration de l'auto-provisionnement en blé (dont le pays était déficitaire), tout en tenant à l'accroissement des exportations traditionnelles (tabac, coton). Par ailleurs, il s'est engagé dans un vaste programme agro-industriel de production sucrière (betterave), afin d'éviter les importations. Ce programme est une réussite : en 1927, les sucreries nationales ne produisaient que 8 % de la consommation nationale, en 1932, elles en produisaient 49 % (Hale, 1981) et deviennent une des principales industries du pays (Herschlag, 1968, 81).

Du point de vue de la modernisation technique de l'agriculture, un certain nombre de mesures sont prises qui amorcent des tendances longues : en 1925 création de la première station de recherche agronomique, rapidement suivie d'un dispositif couvrant le pays ; importation et distribution d'intrants (charrues, batteuses et outils aratoires...); premières importations de tracteurs : 2000 tracteurs Fordson sont importés entre 1926 et 1930 (Keyder, 1981).

Mais l'essentiel du désenclavement des campagnes au cours de cette période est dû à l'importante extension⁷ des lignes de chemin de fer en Anatolie centrale et vers l'Est, qui a permis un désenclavement partiel mais progressif de certaines régions rurales, ainsi que le transport de plus grandes quantités de blé pour l'approvisionnement d'Istanbul (Keyder, 1981)⁸.

3. 1929-1939, crise internationale et « étatismisme »

« La Turquie, qui ne s'était pas encore entièrement remise des destructions et de l'appauvrissement provoqués par les combats et les troubles récents, se voyait de nouveau frappée par les conséquences d'une crise mondiale dont ses dirigeants n'étaient pas responsables et qu'ils ne pouvaient maîtriser » (Lewis, 1988).

Les effets de la Dépression mondiale sont immédiats et spectaculaires : les prix des principaux produits agricoles d'exportation s'effondrent. L'indice des prix de gros des céréales pour une base 100 (1928) tombe à 30,3 en 1933 alors que le prix des produits achetés par les agriculteurs subit une baisse beaucoup moins importante (Hale, 1981-62). Les recettes totales d'exportation chutent de 155 millions de livres turques en 1929 à 92 en 1934.

Le gouvernement élève, dès 1929, les barrières douanières (alors que prenaient fin les clauses restrictives du Traité de Lausanne) marquant ainsi les débuts d'une longue tradition protectionniste de l'économie turque. Selon K. Boratav (in Kazancigil, Özbüdün, 1984), « ces nouveaux tarifs à l'étude depuis 1925 et finalement adoptés par le gouvernement en 1929 établissaient un taux de protection nominal de 46 % contre 13 % antérieurement ». En 1931, ces mesures isolationnistes sont renforcées par un contingentement des importations permettant à l'Etat d'opérer un contrôle quantitatif direct sur le commerce extérieur. Certains articles, nécessaires à la modernisation, bénéficient cependant d'une franchise — c'est le cas en particulier des matériels et produits destinés à l'agriculture.

On peut définir la politique appliquée par le gouvernement comme une politique « mercantiliste » (Herschlag, 1968, 72) : équilibre du commerce extérieur et réduction du budget de l'Etat — de 214,5 millions en 1929-30 à 173,6 en 1933-34.

Face aux faiblesses des capitaux intérieurs et extérieurs, le mouvement kémaliste s'engage explicitement dans une voie « étatiste » (*devletçilik*) qui s'approfondit au long de la période.

La crise de 1929 a, on le sait, provoqué de profondes modifications dans les doctrines de politique économique des pays développés en instituant une véritable « ère keynésienne » qui (entre autres choses) légitimait une certaine intervention de l'Etat. Les répercussions de cette grande transformation ont d'autant plus affecté la Turquie que les bases mêmes de « l'économie-politique kémaliste », nous l'avons vu, avait dès l'origine intégré certaines des spécificités nationales et populistes d'un pays « périphérique ». Ces conceptions se manifestèrent assez tôt : discours d'Ismet Pasa (1930), puis Manifeste de Mustafa Kemal (1931) sur les « six principes fondamentaux et invariables », dont l'étatisme, adoptés par le Parti quelque temps après.

La littérature consacrée à la période, s'interroge longuement sur la nature de cet étatisme, ses justifications et ses résultats. L'on peut dire de manière synthétique que cette doctrine préfigure à bien des égards la « troisième voie » économique qui sera ultérieurement défendue par nombre de pays en développement. Il est en effet clair que les élites dirigeantes ont accru leur méfiance à l'égard du capitalisme et de l'impérialisme européen et américain — et par conséquent à l'égard du libéralisme économique, voire de l'entrepreneur industriel privé dont les objectifs et les comportements ne semblaient pas correspondre aux nécessités de la croissance dans un environnement économique international défavorable.

L'Etat fixe au travers de deux plans quinquennaux (1933-38, 1938-43), des objectifs de croissance industrielle et agro-industrielle. Il s'agit de planifier d'une part la base industrielle nationale manquante pour assurer l'indépendance de la Turquie et, d'autre part de valoriser sur place les matières premières (notamment agricoles) — dont les prix avaient baissé sur les marchés internationaux.

Le premier plan ne fait aucune référence directe à l'agriculture et le second ne la mentionne que très marginalement. Cependant, dans l'esprit des planificateurs il y avait un effet supposé d'élargissement du marché interne favorable aux paysans. Les plans soutiennent ainsi le développement d'une industrie textile permettant d'éviter de coûteuses importations et stimulant la production cotonnière nationale. Des industries de traitement de la laine, des cuirs, etc., sont mises en place, alors que se poursuit le programme sucrier.

Comme le souligne Herschlag (1968, 111), à cette époque les mesures de politique agricole prises par le gouvernement étaient « essentiellement influencées par des considérations anti-dépressives d'une part et d'approvisionnement en matières premières pour une industrie en croissance de l'autre ». Ces « considérations anti-dépressives » amenèrent le gouvernement turc (comme de nombreux autres pays) à intervenir sur le marché du blé, élément essentiel de l'alimentation.

Le blé faisait partie des produits les plus touchés par la baisse générale des prix qui affectait sérieusement la paysannerie et tout particulièrement celle disposant d'un surplus commercialisable. En 1932, le gouvernement charge la Banque Agricole d'acheter le blé dans certaines régions à un prix garanti. Son champ d'action fut étendu les années suivantes à d'autres régions et elle fut chargée de construire des bâtiments de stockage. Ces fonctions furent reprises en 1938 par un nouvel établissement : le TMO (*Toprak Mahsulleri Ofisi*). Les compétences de cet organisme s'étendirent les années suivantes aux autres céréales et il obtint le monopole du commerce extérieur des grains et celui de l'opium.

En 1935, fut promulguée une loi régissant les coopératives agricoles de vente. Le gouvernement tentait ainsi d'apporter une solution à l'instabilité et la faiblesse des marchés de produits agricoles, en modifiant le cadre législatif coopératif. Cette mesure était un premier pas vers la politique suivie lors de l'époque postérieure pendant laquelle les coopératives allaient devenir l'un des instruments privilégiés de la politique de prix garantis.

Ainsi dans les années 1930, la quasi-totalité de la structure instrumentale de l'intervention de l'Etat dans la gestion des marchés agricoles est mise en place, bien que le niveau d'intervention reste bas.

Des mesures conjoncturelles furent adoptées pour soulager le secteur du poids financier lié à la baisse des prix. En 1935 en particulier, la Banque Agricole fut autorisée à reporter les dettes existantes en un paiement en 15 ans à 3 % d'intérêt (Herschlag 1968, 78).

Par ailleurs, le gouvernement poursuit ses politiques de long terme avec la promulgation, en 1934, d'une nouvelle loi permettant la distribution de terres aux paysans sans terres et aux réfugiés (suivie d'une loi additionnelle en 1938). En 1935 une loi abolit certaines restrictions dans l'utilisation des terres *Waqf*.

Dans le cadre de la modernisation des campagnes et du vaste problème de l'alphabétisation (plus de 90 % de la population rurale étant analphabète), l'Etat crée en 1937 les deux premiers « Instituts de Villages ». Cette institution destinée à former les instituteurs ruraux, prendra de l'ampleur en 1940 lorsqu'une loi les concernant est votée; 14 nouveaux Instituts sont créés. Il s'agit de véritables villages où la formation des agents du changement passe par une « pédagogie de la production ». Ali Arayichi (1986) en a retracé l'histoire, portant un jugement très favorable sur ce qu'il appelle « une véritable révolution pédagogique de l'Anatolie »⁹.

4. La deuxième guerre mondiale (1939-1945)

Bien que la Turquie ne soit pas entrée en guerre, le deuxième conflit mondial a fortement influencé les résultats et la politique économiques de la Turquie.

Devant la difficulté de la position de neutralité, le successeur d'Atatürk à la tête de l'Etat, Ismet İnönü décide de la mobilisation (plus d'un million d'hommes) et double la part du budget consacré à la défense (Shaw & Shaw, 1977, 77).

Le contrôle du commerce extérieur est encore renforcé, comme l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. En 1940, la loi dite de « défense nationale » est promulguée, elle permet notamment à l'Etat de fixer le niveau de production et les prix pour toutes les entreprises industrielles.

Dans le domaine agricole, les niveaux d'intervention de l'Etat ont évolué au long du conflit. Au début de la guerre le gouvernement a laissé une certaine liberté aux marchés agricoles, s'occupant plutôt de contrôler les activités industrielles; ultérieurement la forte hausse des prix, grandement liée à la pénurie de main d'œuvre dans les campagnes résultant de la mobilisation, ainsi que de la spéculation des intermédiaires, conduisit le gouvernement à mettre en place diverses mesures autoritaires pour tenter d'approvisionner les villes à un coût raisonnable.

Dès la fin de l'année 1940, le TMO acquiert le droit d'acheter, au prix officiel, tous les stocks entre les mains des marchands. L'année suivante, les agriculteurs sont tenus d'effectuer des déclarations de récolte et doivent livrer leur surplus à

l'administration, soustraction faite de leur besoins personnels (consommation et semences). L'important différentiel entre prix officiel et prix de marché suscite de vives résistances et des sous-déclarations.

Alors que la situation alimentaire urbaine continue à se détériorer et que l'on commence à rationner le pain dans les principales villes, le gouvernement, au cours de l'été 1942, modifie sa politique d'approvisionnement. Pour les paysans produisant moins de 50 tonnes de céréales une livraison obligatoire au TMO de 25 % était instituée (mais il n'était plus question des déductions pour les besoins personnels, consommation-semences). Ce taux passait à 35 puis 50 % pour des niveaux de productions supérieurs.

Cette politique a selon Sevket Pamuk (1988, 30), d'une part largement favorisé les gros producteurs qui pouvaient ainsi en toute légalité livrer un surplus sur le marché libre où les cours étaient très élevés et a d'autre part, exigé de la petite paysannerie d'auto-subsistance un lourd tribut en amputant sa récolte d'un quart¹⁰. A partir de 1943, le gouvernement impose une taxe en nature dont le taux variait entre 8 et 12 % selon le produit. Cette taxe dont la perception prenait parfois un caractère coercitif marqué, rappelait fortement la dîme et laissa un souvenir amer à la paysannerie.

La politique suivie pendant la guerre accentua le caractère autoritaire de l'Etat. Ces taxes agricoles ainsi que l'impôt sur le capital¹¹ furent des éléments majeurs qui creusèrent le fossé entre l'Etat et la société, fossé que le gouvernement républicain s'efforçait de combler depuis plusieurs années. La période se clôt donc sur un bilan très négatif, d'autant que l'économie nationale a subi un recul très net : le produit intérieur chute de 6,6 % entre 1939 et 1945, et l'inflation s'est de nouveau installée (l'indice des prix passe d'une base de 100 en 1938 à 354,5 en 1945).

1945-1980, LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Du point de vue de l'agriculture, l'immédiat après-guerre se caractérise par un très fort taux de croissance (10,5 % par an entre 1945 et 1953). Ce taux est lié aux effets de « reconstruction » une fois levées les contraintes de l'« économie de guerre », mais elle amorce aussi une tendance longue, qui n'est d'ailleurs pas propre à la Turquie.

La nouvelle période qui s'ouvre se caractérise par une reconnaissance plus explicite de la vocation agricole de la Turquie. D'une part, parce que le pays a rejoint sans ambiguïté le camp occidental, qu'elle bénéficie des aides du plan Marshall dès 1947 et qu'elle est incitée à tenir compte des avis de ses bailleurs de fonds (BIRD, 1951) préoccupés par l'état du secteur et les hauts prix agricoles internationaux caractérisant la situation de pénurie de l'après-guerre. D'autre part, sur le plan intérieur, la question centrale est l'accession au multipartisme. Ne serait-ce que pour des raisons arithmétiques la population paysanne est l'enjeu principal de la démocratisation. Tous les auteurs — même les plus favorables au kémalisme — s'accordent à souligner l'usure du parti au pouvoir depuis plus de 20 ans. Le Parti démocrate a su profiter du mécontentement général des diverses couches de la paysannerie en formulant un programme pro-paysan axé sur la modernisation.

Au cours de cette longue période l'agriculture bénéficie d'un double consensus résultant pour partie d'un clientélisme paysan obligatoire : sur un modèle produc-

tiviste de modernisation des campagnes qui s'applique par grandes phases, et sur une politique agrarienne s'appuyant sur une forte intervention étatique dans la gestion des marchés.

Nous avons privilégié cette continuité de longue période (et un découpage correspondant); elle ne doit cependant pas occulter les tensions parfois très violentes — et notamment la pomme de discorde qu'a constitué la réforme agraire, c'est-à-dire le débat sur le modèle social de répartition des fruits de la croissance.

1. Une modernisation par étapes des exploitations agricoles

La première étape de la modernisation qui commence dans l'immédiat après-guerre est sans conteste la mécanisation. A peine amorcées dans l'entre-deux-guerres, les importations de tracteurs prennent de l'ampleur. Au sortir du conflit, le pays ne compte que 1 400 tracteurs. En moins de 10 ans ce chiffre est multiplié par 28 (40 000 en 1955); la mécanisation marque ensuite relativement le pas entre 1955 et 1965 (55 000), puis s'accélère de nouveau (10 000 tracteurs supplémentaires par an jusqu'en 1971 — 119 000), pour exploser au cours des années 1970 : la croissance moyenne entre 1972 et 1978 dépasse 45 000 unités (Tekelioglu, 1983)¹².

Après une première phase d'importation dans le cadre du Plan Marshall, les usines de montage et de fabrication s'installent dès 1954, répondant en grande partie à la demande nationale.

Cette mécanisation a été abondamment traitée dans la littérature ruraliste. Le tracteur a permis en effet une spectaculaire augmentation des superficies emblavées, de 8 millions d'ha. en 1948 à 13 millions vers le milieu des années 1950¹³, et ainsi d'accroître la production de blé. Le tracteur a aussi été le symbole de la modernisation des villages, comme ce fut le cas d'ailleurs dans l'ensemble des pays européens (la première phase de « tractorisation » a été ainsi beaucoup plus analysée que les étapes ultérieures).

Cependant certains auteurs soulignent les aspects négatifs de cette mécanisation : il s'agit d'abord du renforcement des inégalités dans les campagnes — les gros et moyens propriétaires étant seuls, tout au moins lors de la première phase, en mesure de s'endetter pour acheter le nouveau matériel¹⁴. Herschlag souligne aussi à la fin des années 1960 les dangers d'érosion que fait peser la mécanisation sur les terres fragiles de l'Anatolie avec la mise en labour de terres autrefois consacrées au pâturage des animaux de trait. Enfin, Y. Tekelioglu souligne les défauts d'adaptation du parc industriel de production de tracteurs et la faiblesse quantitative et qualitative des instruments aratoires d'accompagnement (1,5 tonnes de matériel contre une norme optimum de 9/10 t.).

Cette première vague de modernisation des exploitations agricoles en Turquie a été suivie par un développement continu et progressif de nouveaux progrès technologiques. Une fois la limite des terres cultivables atteinte, de nouvelles formes d'intensification devenaient nécessaires. A partir des années 1960 commence à se répandre l'utilisation des engrais chimiques et dans une moindre mesure des herbicides, dont l'utilisation était quasiment nulle. L'emploi de semences améliorées et de nouvelles pratiques culturales renforcèrent cette tendance à l'intensification.

La culture du blé constitue un bon exemple de cette modernisation¹⁵. « La révo-

lution du blé en Turquie s'est déroulée en trois étapes» (Anderson, Borlaug, Hanson, 1982). Après la phase de mécanisation, l'importation des variétés à hauts rendements de la « Révolution Verte » a constitué le pas décisif dans l'intensification de la production de blé. Les premiers résultats brillants obtenus entre 1965 et 1967 avec les variétés mexicaines de printemps (semi-naines), incitèrent le gouvernement à en importer de grandes quantités et à mener une importante campagne de vulgarisation pour montrer aux fermiers comment associer l'utilisation de ces semences avec celle des engrais et des pesticides.

Mais ces variétés convenaient aux riches régions côtières de la Turquie, et non au plateau anatolien, le véritable grenier à blé du pays. La troisième étape fut ainsi la mise en place d'un paquet technologique adapté aux conditions de culture en sec du blé d'hiver sur le plateau anatolien. Le gouvernement en association avec le CIMMYT (*Centro Internacional de Mejoracion de Maïs y Trigo* — basé au Mexique) et l'Université d'Oregon lança en 1969, un programme de recherche qui comprenait notamment la mise au point de techniques culturales adaptées. Un programme de vulgarisation permettait dès 1975-77 de diffuser les résultats obtenus et d'obtenir de sensibles gains de productivité¹⁶.

Il faut constater que, grâce à cette troisième phase touchant le plateau anatolien, la modernisation a pu concerner la majorité des producteurs turcs — à l'exception de l'extrême Est du pays, pour des raisons à la fois sociales et agro-écologiques. Il s'agit là sans conteste d'une réussite de la Révolution Verte en Turquie que peu de pays en développement ont connue.

Cette intensification a concerné également d'autres cultures et notamment les cultures industrielles. Les modalités de cette intensification sont quelque peu différentes. Le facteur le plus décisif dans ce cas a été l'accroissement des superficies irriguées. L'achèvement en 1956 du gros barrage de Seyhan dans la région d'Adana a permis l'irrigation de 154 000 ha. Ces investissements se sont poursuivis et ont permis d'étendre la surface irriguée de 360 000 ha. en 1962 à 2,6 millions en 1977 (Hale, 1981, 179).

2. Une modernisation soutenue par une politique « agrarienne » et un fort encadrement étatique

Ce processus continu de modernisation technique a été soutenu par une politique économique globalement favorable aux agriculteurs. Les trois piliers de cette politique agrarienne peuvent être résumés de la façon suivante : une politique de prix et d'imposition plutôt favorable à l'agriculture ; une politique budgétaire réservant une part substantielle des dépenses publiques à l'agriculture et au monde rural ; une politique d'industrialisation favorisant les entreprises d'amont et d'aval de l'agriculture.

Une des originalités de la situation turque tient dans ce que l'on pourrait appeler le caractère « consensuel » de cette politique. Comme le souligne G. Kazgan (1976, 1610-11) :

« Les objectifs généraux [...] ont été partagés par tous les principaux partis politiques. Ils étaient également clairement exprimés dans les plans quinquennaux à partir des années 1960 [...]. Ce qui distingue [...] un parti politique d'un autre sont plus les procédures d'application que les objectifs déclarés. »

Le fer de lance de la politique agrarienne de cette période est sans conteste la politique des prix réalisée grâce à l'intervention de l'Etat sur les marchés. L'Etat disposait de divers instruments à cet effet : il s'agissait des Monopoles (sucre, tabac...), d'entreprise économique d'Etat (TMO,...) ou des coopératives agricoles de vente (coton...). Le modèle généralement adopté dans la gestion des marchés était la fixation d'un prix garanti auquel les organismes d'Etat ou affiliés achetaient toute quantité apportée par les producteurs. Un contrôle et parfois même un monopole sur le commerce extérieur permettait à l'Etat de gérer plus efficacement les prix sur le marché intérieur.

Les produits faisant l'objet de prix garantis se sont multipliés au cours de la période. Venant s'ajouter aux céréales, au sucre et au tabac, les noisettes (1962), les raisins secs sans pépins (1965), le coton et les figues sèches (1966), l'huile d'olive, le lait et les pistaches (1968), les graines de coton (1969), la laine angora (1970), la viande de mouton et de bœuf, les cocons de soie (1974), le soja, la rose, les raisins secs à pépins et la laine mérinos (1976), le colza, les lentilles rouges et la laine (1979) ont pu ainsi également bénéficier du soutien des prix. De sorte que presque tous les produits, à l'exception des fruits et légumes frais, sont livrés sur des marchés administrés.

Ce contrôle de l'Etat sur les prix lui permettait de gérer assez efficacement la distribution du revenu entre secteur agricole et non-agricole. L'analyse des termes de l'échange interne permet d'affirmer que le secteur agricole a bénéficié d'une politique plutôt généreuse à son égard¹⁷. Nous ne sommes pas ici dans le cadre d'un modèle de développement où la croissance est financée par transfert du secteur agricole, même si l'un des objectifs majeurs de la politique économique reste l'industrialisation du pays.

Cette politique a eu des conséquences négatives sur certains indicateurs économiques globaux. L'augmentation continue des prix agricoles et le mode de financement des Entreprises Economiques d'Etat (EEE) chargées des achats de soutien¹⁸ ont été des facteurs décisifs dans les fortes pressions inflationnistes qu'a connues la Turquie tout au long de ces années.

« Les dettes à la Banque Centrale des EEE agricoles, des Monopoles et celles des Unions des coopératives de vente à la Banque Agricole, expliquent environ un tiers de l'expansion monétaire dans la période 1950-1969 » (Kazgan, 1976, 1618).

Des prix favorables n'ont pas été la seule action du gouvernement en faveur du revenu paysan. Du point de vue de l'impôt :

« L'objectif déclaré de la politique de taxation agricole dans les années 1950 était de "libérer la population agricole du lourd fardeau de taxe des années 1930 et de la période de la seconde guerre mondiale" en abolissant la taxe routière et en exemptant le secteur de l'impôt sur le revenu » (Kazgan 1976, 1621).

Les seuls impôts qui subsistaient étaient l'impôt foncier et l'impôt sur le bétail dont les valeurs étaient peu élevées. La faible taxation du secteur agricole est restée une caractéristique majeure de la période.

La somme des investissements publics destinés à l'agriculture s'est accrue au cours de cette période, contrastant ainsi avec l'époque étatiste. C'est ainsi que la part des investissements agricoles dans l'ensemble des investissements publics est passé de 20 % en 1950 à 34,7 en 1957 (Aktan 1965, 171) et que les investissements destinés à l'irrigation représentent le premier poste de dépenses. Lors du

premier plan quinquennal de développement, par exemple, ils constituaient 45 % du total des investissements agricoles ; la seconde place était occupée par les investissements en machines agricoles et équipements correspondants (Aktan, 1967).

Les investissements publics ont également été, dès le début des années 1950, dirigés vers l'extension du réseau routier. Alors que les gouvernements précédents avaient insisté sur le développement des voies ferroviaires, les Démocrates ont concentré leurs efforts sur le développement du réseau routier. En 1950, seuls 1 600 km de route possédaient un revêtement, ce chiffre est passé à 7 000 en 1960 avec également 35 000 km de chemin stabilisé (Hale 1981, 89-90). Cette extension du réseau routier a eu des répercussions importantes sur le secteur agricole. En effet, ce désenclavement des villages a permis aux producteurs de pouvoir commercialiser plus aisément leurs produits, notamment les denrées périssables, et a accompagné le mouvement général d'ouverture des fermes au marché.

L'Etat est également intervenu de manière massive sur le marché des intrants de la production agricole (approvisionnement, distribution et prix) dont l'emploi a été, comme nous l'avons vu précédemment, un facteur décisif du *trend* de modernisation agricole.

Dans les premiers temps, l'offre a été assurée en majeure partie par des importations. Mais la mise en place d'industries nationales, souvent basée sur des investissements publics, a permis par la suite de répondre dans une large mesure à la demande. Ces installations faisaient partie de la politique d'industrialisation par substitution aux importations.

Dans ce cadre, l'Etat a monté une « industrie nationale des engrais azotés » (Niron, 1986). Cette industrie a été développée au tout début des années 1960 (Walstedt, 1980), puis de manière plus importante à partir de 1968. Cette année-là, la Turquie ne produisait qu'un quart de ses besoins et le gouvernement décida de mettre en place un programme destiné à atteindre l'autosuffisance.

Les semences sélectionnées, autre facteur primordial de l'intensification des exploitations agricoles, sont produites dans les fermes d'Etat. Une autre organisation étatique, le DSI (Agence d'Etat pour les Travaux Hydrauliques) est chargée de construire des barrages et d'approvisionner les fermiers en eau.

Une organisation publique, le TZDK (*Türk Donatım Kurumu*), est chargée depuis sa création en 1943 de la distribution des intrants (équipements agricole, engrais, semences...). Ces activités ont également été prises en charge par les coopératives agricoles de vente et de crédit, notamment à partir de 1967.

Les intrants ont bénéficié de prix subventionnés qui ont formé l'autre volet de la politique des prix de soutien à l'agriculture. L'Etat, en fixant les prix pour le secteur public comme pour le secteur privé ou en les contrôlant *via* les importations, était en mesure de les fournir à un prix attractif pour une paysannerie qui se modernisait. Les produits qui ont fait l'objet des subventions les plus importantes ont été les engrais chimiques, notamment durant la période 1974-1980. A la fin de 1979 le prix de vente au détail variait entre 15 et 48 % du coût de production de l'industrie nationale. L'Etat subventionnait ainsi à la fois une industrie dont la productivité était faible et les agriculteurs en leur offrant des engrais à des prix inférieurs aux cours mondiaux. De même, le prix de l'eau d'irrigation était généralement fixé à un niveau qui ne permettait pas de couvrir les frais d'entretien (BIRD, 1983, 257).

Parallèlement, les crédits destinés aux agriculteurs ont été développés. Il s'agis-

sait en grande partie de crédits en nature (engrais, semences...) accordés par la Banque Agricole, par l'intermédiaire de TZDK ou des coopératives.

Cette modernisation de l'agriculture s'est opérée dans le cadre d'une stratégie d'industrialisation (substitution aux importations); il ne s'agissait en aucune façon de baser le développement économique sur l'agriculture. Le rôle assigné à ce secteur dans le processus de développement était de fournir les matières premières nécessaires à l'une des branches les plus importantes de l'industrie turque : les industries d'aval de transformation des produits agricoles. Celles-ci représentaient 61,1 % de l'industrie manufacturière en 1967 (45,6 % en 1986) (Tekelioglu, 1989). La création et la croissance de ces industries a ouvert un marché pour les produits agricoles : en ce sens on peut parler d'une stimulation de l'offre agricole par l'intermédiaire de l'industrialisation¹⁹.

3. Le centre des divergences : la réforme agraire

La question des structures agraires et de leurs modifications a été un point conflictuel de la politique en Turquie et a suscité de larges débats, notamment dans l'après-guerre. Il s'agissait d'abord de caractériser le niveau d'inégalité dans la distribution de la terre et les relations de production des diverses catégories sociales du secteur agricole, et ensuite de déterminer le rôle de l'Etat dans la répartition foncière.

La détermination de la structure agraire de la Turquie est une question difficile. L'absence de données fiables et précises pour les époques les plus lointaines et la relative complexité des relations de production ne permettent guère de donner une image fidèle (Gökalp, 1986). Cette complexité est reflétée par les débats relativement récents qu'a provoqué le sujet²⁰.

Ce que nous pouvons affirmer toutefois c'est la prédominance des petites exploitations en faire-valoir-direct où le travail est fourni par la main-d'œuvre familiale et non de la grande propriété de type latifundiaire. Les relations de production et les sources de revenus que l'on peut y rencontrer sont multiples : importance du travail à temps partiel, développement de la « location du travail mécanique »²¹, etc. Il faut aussi noter les importantes différences régionales, la survivance d'un certain féodalisme dans l'Est du pays, et l'existence de formes d'agriculture capitaliste dans la région de la Cukurova. Les différences agro-écologiques régionales ont également une répercussion sur la taille moyenne des exploitations. Les moyennes nationales tendent à donner une vision sans doute plus inégalitaire de la structure de la société rurale, que ne le permettrait une analyse régionale fine ou une analyse détaillée en terme de revenus.

Les politiques de l'Etat républicain pour gérer la répartition de la terre ont été variables mais ont bénéficié d'un atout considérable : la disponibilité en terres publiques (auxquelles se sont ajoutés comme nous l'avons déjà souligné les biens religieux). Les lois de 1924, 1934 et 1938 ont en effet permis la distribution d'une large quantité de terres publiques. Entre 1923 et 1945, environ un million d'hectares avaient ainsi été distribués.

Vers la fin des « années étatistes », le gouvernement amorce un tournant dans sa politique agraire. Il rompt le *statu quo* antérieur résultant de la prise en compte par l'Etat de la résistance potentielle des propriétaires terriens (sur lesquels il comp-

taut comme vecteur du progrès technique) et de la relative passivité d'une paysannerie traditionnelle. En 1937, Atatürk, lors d'un discours à l'Assemblée Nationale, définissait ainsi le problème :

« L'agriculture est la base de l'économie nationale. C'est pourquoi nous attachons une grande importance au relèvement agricole [...]. Tout d'abord on ne doit laisser dans le pays aucun cultivateur sans terre. Ce qui est encore plus important, c'est que la terre destinée à la subsistance d'une famille de cultivateur revête un caractère d'indivisibilité à l'abri de toute atteinte. L'étendue des terres à exploiter par les grands cultivateurs et propriétaires de fermes devra être délimitée dans les régions où elles sont situées d'après la densité de population et selon leur degré de fertilité » (Bull. Ch. Com. Indus. d'Istanbul, Tome 53, n° 10, octobre 1937, pp. 141-142).

La même année un amendement de la constitution rendait possible des exportations de terres à un coût raisonnable pour l'Etat²².

Mais ces orientations radicales ne trouveront d'aboutissement qu'au sortir de la guerre en 1945 avec la première loi de « réforme agraire » (*Ciftçiyi Topraklandırma Kanunu*). Selon celle-ci, des terres provenant du domaine public, des fondations religieuses, ou de l'expropriation de domaines de plus de 500 ha, devront être distribuées aux paysans sans terres ou en possédant peu. En fonction des nécessités, les propriétés de plus de 200 ha pouvaient aussi être expropriées. L'article 17 prévoyait également que, dans les régions densément peuplées, l'on pourrait procéder à une division des propriétés en métayage de plus de 20 ha. Les propriétaires expropriés sont, selon la loi, indemnisés par des bons à 4 % d'intérêt par an payables en 20 ans. La valeur de la terre est fixée par rapport à la taxe sur la terre payée en 1944 (sous-estimant la valeur marchande des propriétés) pour les surfaces de plus de 500 ha ; pour les propriétés comprises entre 200 et 500 ha, la base de calcul est doublée, et pour celles de moins de 200 ha, triplée. Les bénéficiaires de la réforme paieront, eux, la terre sur 20 ans à la Banque Agricole, sans taux d'intérêt (Aktan, 1971, 91).

Ce texte et en particulier l'article 17 provoquèrent de vives oppositions, surtout parmi les députés propriétaires terriens. Il s'agissait d'un projet réformiste radical de limitation de la propriété comme en connaîtra l'Amérique Latine dans les années 1960 (Le Coz, 1974) : le projet affichait clairement des intentions populistes vis-à-vis de la petite paysannerie, et — dans le cadre d'un projet productiviste — désignait les propriétaires terriens comme cible. Les relations entre les grands propriétaires et l'Etat s'étaient en effet dégradées, pendant la période « étatiste » et notamment pendant la deuxième guerre mondiale. L'Etat avait perdu confiance en leur capacité à défendre les valeurs républicaines et à servir les intérêts de la nation, et cherchait à s'appuyer sur une petite paysannerie pouvant produire pour le marché si on lui en donnait les moyens.

Les événements ultérieurs ont montré que l'Etat n'était pas aussi fort qu'il le pensait et que les propriétaires terriens représentaient une force politique nationale qu'aucun mouvement paysan n'est venu contrebalancer sérieusement. Cet épisode de la politique agraire turque est ainsi un des moments les plus significatifs des rapports existants entre les acteurs ruraux. Le projet a été remanié par le Parti Républicain lui-même. Le nombre des exportations est resté très faible, et l'accès à la propriété des paysans sans terres ou l'accroissement des surfaces des micro-fundiaires a continué de se faire, comme par le passé, par distribution de terres sous le contrôle de l'Etat. De 1945 à 1970, 2,2 millions d'ha ont ainsi été distribués (Aktan, 1971, 91)²³.

Cette « réforme agraire » a précipité le regroupement de la bourgeoisie industrielle (nouvellement créée et de tendance libérale) et le groupe de propriétaires terriens dans le Parti Démocrate. Avec les premières élections véritablement libres en 1950, celui-ci évince le Parti Républicain du Peuple. A partir de cette date : « La réforme agricole fut proposée [...] comme une alternative ou un substitut à une réforme agraire » (Hiç, Parvin 1984, 229)²⁴. Pendant la « décennie démocrate », la réforme des structures a donc cessé d'être une question de politique agricole étatique ; cependant, le thème allait devenir dans les années ultérieures la ligne de clivage principale de la politique turque, au-delà du consensus productiviste. L'opposition « de gauche » reconnaît la nécessité d'une modernisation technique mais met en avant le problème de répartition sociale :

Les partisans de la réforme agraire, y compris l'auteur, reconnaissent l'importance suprême des programmes d'accroissement de productivité. Mais ils soutiennent que la principale cause de la stagnation agricole en Turquie réside dans les défauts institutionnels, parmi lesquels la propriété de la terre est le plus important. » (Aktan, 1966, 330).

La période démocrate se clôt par le coup d'Etat militaire de 1960, dans de graves désordres macro-économiques liés à une gestion « laxiste ». La deuxième Constitution promulguée en 1961, se réclamant du kémalisme, réintroduit le principe d'un droit à la terre :

« L'Etat doit adopter les mesures nécessaires pour une utilisation efficace des terres et fournir de la terre aux paysans qui n'en possédaient pas ou trop peu » (cité dans Hale, 1981, 85).

Projets de loi et discussions vont se succéder tout au long des années 1960 (Aktan, 1971, 93 : « La réforme agraire a été un des premiers sujets de discussion dans l'opinion publique turque depuis le mouvement révolutionnaire de 1960 »). Force est de constater qu'aucune des deux parties n'a été en mesure de trancher le débat : soit en rendant caduques les discussions de réforme, soit en mettant véritablement en application un projet. Il a fallu ainsi attendre 13 ans pour qu'une loi soit adoptée :

« La loi de réforme agraire et agricole qui fut passée en 1973, était un compromis entre les vues les plus modérées du Parti de la Justice et les plus radicales du Parti Républicain du Peuple. De surcroît, une approche graduelle fut acceptée ; la réforme agraire ne serait pas appliquée simultanément dans tout le pays mais graduellement, en choisissant les provinces » (Hiç, Parvin, 1984, 216).

La réforme commence à Urfa, une province du Sud-Est où les inégalités étaient les plus visibles. On procéda à des expropriations²⁵ et à des redistributions jusqu'à ce que la Cour Constitutionnelle arrête son application en 1977. Les cinq années d'application de cette réforme ont donné de bien maigres résultats. « Les résultats de la loi de 1973 furent encore plus infructueux que ceux de la loi de 1945 » (Aksoy, Talim, 1989).

Au terme de ce long processus, la structure agraire turque s'est modifiée — certes pas comme l'aurait souhaité les kémalistes et la gauche, mais les auteurs constatent, sinon une diminution de la grande propriété, du moins un renforcement de la petite et moyenne propriété familiale. Les réformes agraires n'ont, au sens strict, jamais été appliquées en Turquie²⁶. Toutefois, l'ampleur des superficies dont disposait l'Etat pour les distributions de terres, ont été un substitut important. Associées aux politiques de prix et de modernisation, elles ont contribué à créer une base paysanne, caractéristique de la structure agraire contemporaine.

1980-88, LE RÉAJUSTEMENT DU MODÈLE DE CROISSANCE

La modification de l'environnement international a mis au jour et accentué les déséquilibres du modèle de croissance turc. L'on sait en effet que pour répondre au premier choc pétrolier et conserver un haut niveau de croissance, le gouvernement a fait appel à l'endettement international, jusqu'à la crise de confiance de 1978 — qui a provoqué une crise économique nationale, brève mais forte (BIRD, 1982).

La politique d'ajustement structurel mise en place dès avant le coup d'Etat militaire en 1980, avait à charge de trouver les modalités de cette nouvelle politique économique. De nombreux auteurs soulignent le fait qu'il s'agit là, d'un véritable tournant historique :

« Les réformes politiques introduites en janvier 1980 ne visaient pas seulement à redresser la situation économique, mais aussi à changer la stratégie de développement suivie par la Turquie depuis plusieurs décennies. La nouvelle politique s'engageait dans une orientation tournée vers l'extérieur (*outward orientation*) et à donner un rôle accru aux forces du marché » (Belassa/BIRD, 1982).

Dans ce cadre, la Turquie abandonne un système de taux de change sur-évalué et crée des fonds d'encouragement à l'exportation. Les prix pratiqués par les entreprises du secteur public sont modifiés et l'intervention gouvernementale réduite. Diverses réformes institutionnelles sont mises en place, notamment en ce qui concerne l'entrée du capital étranger dans le pays.

Ces changements ont eu un impact sur l'agriculture. Le nouveau système de change est supposé favoriser l'exportation des produits agricoles, notamment ceux forts utilisateurs de main-d'œuvre comme les fruits et légumes, pour lesquels le pays dispose d'avantages comparatifs. L'importance accordée au libre jeu des forces du marché conduit le gouvernement à abaisser les prix de garantie et à diminuer les subventions aux intrants. Diverses mesures sont prises pour faciliter l'implantation de firmes étrangères et notamment celles produisant des semences.

Cependant, les expertises des organisations internationales (et d'abord de la Banque Mondiale), comme les textes d'orientation nationaux (le V^e Plan), prennent acte des spécificités de la situation turque, du poids des régulations étatiques et de la place du secteur public et de l'intervention de l'Etat. Il ne s'agit donc pas d'un programme de libéralisation économique « radical », comme en ont connu divers pays en développement. L'Etat garde un contrôle sur la fixation des prix de garantie. Le niveau de subvention sur les engrais, après avoir diminué, s'est stabilisé et reste une composante de la politique agricole de la Turquie.

Le programme productiviste de modernisation de l'agriculture se poursuit. Ainsi un projet de seconde culture dans la région de la Cukurova a permis un développement spectaculaire de la culture du maïs et du soja. En 1982, un projet de réduction de la jachère, appliqué dans les régions de culture sèche de l'Anatolie, a permis une augmentation de la production dans ces régions et a placé la Turquie en position dominante dans les marchés internationaux de certaines légumineuses (lentilles, pois chiches).

L'énorme projet de l'Anatolie du Sud-Est (GAP - *Güneydogu Anadolu Projesi*) qui donnera la possibilité d'irriguer 1,8 million d'hectares, est sans aucun doute une nouvelle étape dans la modernisation technique du pays. Grâce à celui-ci, on

prévoit que la Turquie doublera en quelques années la production de certains produits agricoles (Balaban, Tekinel 1989).

Il est encore trop tôt pour évaluer d'un point de vue structurel quelles ont été les modifications engendrées par cette nouvelle politique. Les indices de changement sont manifestes ; cependant, seules les évolutions ultérieures permettront de dire s'il s'agissait d'un simple mouvement contre-tendancier temporaire ou si, au contraire, la politique agricole turque est entrée dans une nouvelle phase.

SPÉCIFICITÉ TURQUE ET POINTS DE REPÈRES COMPARATIFS

Au terme de cette analyse chronique de la politique agricole turque sous la République, il convient de s'interroger sur sa spécificité. Une telle démarche suppose, de synthétiser les thèmes structurant l'ensemble de la période, c'est-à-dire de repérer les continuités à l'œuvre dans le cadre national ; de dégager les éventuelles discontinuités qui auraient pu s'instituer comme des moments forts de l'évolution structurelle. Sans entrer dans une analyse véritablement comparative qui n'est pas notre propos, il faut, pour bien comprendre cette spécificité nationale la rapporter à d'autres évolutions, à d'autres types de politiques.

Nul ne peut douter que la situation turque soit spécifique même si cette spécificité contemporaine est attribuée en général à un syncrétisme initial : entre l'Islam ottoman et l'Occident. Du point de vue plus restreint du développement économique et agricole, la question contemporaine est d'autant plus complexe que demeurent les marques d'une histoire longue et la permanence d'un monde rural encore « traditionnel » se conjuguant avec une modernisation et une intégration à l'économie mondiale. Les rythmes intérieurs, comme les objectifs et modalités d'une politique s'adressant à la majorité de la population peuvent être mis en avant, mais on ne peut sous-estimer les effets de l'évolution économique mondiale, dont les temps forts organisent aussi l'évolution agricole du pays.

Autre difficulté : à quelles autres évolutions comparer celle de la Turquie ? Doit-on comparer ses résultats et ses structures avec les pays de l'Europe occidentale ou de l'OCDE ? Peut-on mesurer les évolutions à celles de l'Europe balkanique, soumise à des régimes politico-économiques radicalement différents ? Doit-on au contraire comparer l'évolution de la République avec celle des Nations anciennement sous contrôle ottoman (de la Syrie à l'Algérie) ? Doit-on considérer la Turquie comme un « pays en développement » et mesurer la progression de son agriculture et de son activité économique à celles de ces pays ?... et par exemple les « nouvelles puissances industrielles » (NPI), auxquelles la Turquie s'apparente par ses ambitions et par la taille de son économie ?

Selon la réponse choisie, on appréciera très différemment l'efficace de ces spécificités pour le développement national. Certains indices importants vont dans le sens d'une comparaison européenne : l'histoire de la puissance ottomane elle-même, qui a suscité une longue rivalité avec l'Occident, la volonté de la Turquie de rejoindre l'Europe, à laquelle elle est liée par traité. Mais l'argument, de notre point de vue le plus important, reste le fait que la Turquie contemporaine, semble soumise à une « chronologie principalement européenne ». En effet, comme nous l'avons souligné, l'impact des guerres du début du siècle (dont la Grande Guerre), les réper-

cussions de la crise de 1929, la deuxième guerre mondiale, puis le Plan Marshall... constituent une trame que l'on ne retrouverait pas dans l'histoire d'autres pays dits du « Sud » — pensons, par exemple, à l'Amérique Latine que les deux conflits mondiaux n'ont guère affecté...

Une comparaison avec les croissances des pays européens dans le courant de l'après-guerre, permet de distinguer deux phases assez nettes. L'une s'étend de 1945 au premier choc pétrolier pendant laquelle la Turquie progresse à un rythme économique global soutenu mais souvent inférieur à celui des pays européens — notamment si l'on rapporte cette croissance à la population. L'écart de PNB par tête a tendance à s'accroître. Dans une deuxième phase couvrant les décennies 1970 et 1980 les taux de croissance turcs s'infléchissent nettement moins que ceux des grands pays industrialisés. L'économie générale, comme l'agriculture, continue de progresser à un rythme important. Il faudrait cependant que cette croissance se poursuive longtemps (comme la croissance lente des pays développés) pour que le fossé entre les agricultures se comble significativement.

Mais il existe, bien sûr, des indicateurs économiques de base, qui rendent cette comparaison très abstraite et qui poussent à rapprocher la Turquie des pays « en développement ». Il s'agit principalement du très faible taux d'industrialisation au début de la République, de la proportion de la population rurale et de ses caractéristiques (analphabétisme notamment), de la faiblesse des infrastructures et des voies de communication.

La Turquie figure dans le « classement » de la Banque Mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire. Dans ce cadre comparatif, il faut noter que le pays n'a pas connu les taux spectaculaires qu'ont enregistrés les pays les plus dynamiques. Point de « miracle turc » comme il y eut de « miracle mexicain » (jusqu'en 1970), ou de « miracle brésilien », ou d'accession rapide au rang de « nouvelle puissance industrielle » comme la Corée. La croissance agricole, elle-même pourtant nettement supérieure à la croissance de la population, marque le pas sur des agricultures plus dynamiques comme celle du Brésil, de l'Indonésie, de la Côte d'Ivoire ou de la Malaisie.

Cependant, et il s'agit d'un point capital pour l'évaluation « comparative » des croissances agricoles, la Turquie n'a pas rejoint non plus les pays à fort déficit alimentaire (Moyen-Orient et rive sud de la Méditerranée par exemple). Retenons donc l'expression de « *dryland success* » qu'emploie Norman Borlaug à propos de l'évolution de la céréaliculture anatolienne, d'autant que ce succès de l'agriculture en sec, s'est accompagné d'une intensification et d'une extension des cultures irriguées à grande échelle. Ces succès de l'agriculture turque, dans un cadre économique national relativement dynamique, méritent d'être soulignés et constituent un « cas de figure » important pour l'analyse des politiques de développement agricole.

Ces éléments de relativisation étant donnés, il faut revenir aux spécificités nationales qui ont donné lieu à cette croissance soutenue et aux thèmes structurant de la politique agricole.

Le premier aspect que nous avons longuement décrit est l'aspect consensuel de la modernisation des campagnes. Cette remarquable continuité — si on la compare aux ruptures et aux mouvements pendulaires de certains choix agricoles de pays en développement — concerne à la fois le modèle technique mais aussi et surtout certains objectifs et moyens principaux de la politique agricole.

Fait tout aussi remarquable, cette politique de soutien à l'agriculture (avec une intervention étatique forte) a eu lieu sans véritable « politique de structure ». De la même manière et de façon complémentaire la politique agrarienne mise en place n'a jamais défini un « modèle social » particulier. Comme nous l'avons dit, la réforme agraire a constitué un véritable débat national, sans jamais pourtant être appliquée ou définitivement abandonnée. En principe — et en partie dans les faits — le développement a touché ainsi l'ensemble de la paysannerie, *via* une politique de prix, d'infrastructure et de soutien des marchés.

« Village » et « paysan » sont les termes génériques qui désignent cet objet indéfini de la politique agricole. Souvenons-nous que, pour l'essentiel, les choix de politique agricole des pays en développement se sont au contraire appuyés sur des couches privilégiées ou exclues — et que dans les pays développés la question des seuils, déterminant la taille et le nombre d'agriculteurs « modernisables » ou « compétitifs » a été (et reste encore) une des questions primordiales.

Cette constatation ne veut pas dire que les politiques menées n'ont pas eu d'effet inégaux de distribution du revenu, et que certains n'aient pas profité plus vite et davantage des soutiens étatiques. Par définition même, l'on peut dire que ce type de politique profite davantage aux agriculteurs moyens et riches, les plus capitalisés : plus on consomme d'intrants, plus on fournit de produits au marché et plus on tire parti des mesures prises²⁷.

La complexité, reconnue par tous, des relations sociales des terroirs turcs, comme les fortes différences régionales et agro-climatiques, les relations de clientélisme, d'autorité et les relations contractuelles complexes qui existent dans l'agriculture rendent évidemment l'appréciation et le débat difficile. En suivant certaines analyses de sciences sociales, on peut donc penser que, pour partie, le problème a été enfoui, occulté — mais qu'il devra nécessairement faire surface à l'occasion de phases ultérieures d'intensification.

Encore a-t-il fallu que cette politique soit possible. L'absence d'attaque frontale de la question structurelle (et d'abord de la question foncière) a été permise par l'existence d'une « frontière » due à une occupation initiale relativement faible du territoire. L'importance des terres étatiques et l'utilisation des biens religieux (auxquels il faut ajouter le départ des populations grecques) ont en effet fonctionné comme une sorte de « frontière », comme un stock de terres permettant de réaliser d'importantes distributions et donc de subvenir (au moins partiellement) aux besoins des paysans sans terre et des mal lotis, sans toucher aux grandes propriétés.

Le développement de l'irrigation, a permis également, en quelque sorte, de créer des « nouvelles terres » et dans certaines régions, un parcellaire combinant grande et petite propriété. Les 1,8 millions d'hectares irrigués prévus dans le projet GAP peuvent être interprétés en ce sens comme la poursuite de ce schéma, puisqu'il est supposé résoudre les problèmes de l'Est déshérité — et pour reprendre notre expression, reculer la « frontière ».

L'ensemble de ces éléments a ainsi permis de ne pas trancher sur la question du modèle social que porte en règle générale tout projet d'intensification (la situation était par exemple radicalement différente dans les pays centro-européens où les réformes agraires se sont succédé dès l'entre-deux-guerres et, bien évidemment, dans l'après-guerre).

Cette situation très particulière explique, nous semble-t-il, pour partie, pourquoi le maître-mot désignant l'évolution contemporaine de la Turquie a pu rester

celui de « modernisation ». Cette expression a en effet été employée dans de nombreux pays pour désigner des changements décisifs des mentalités rurales et de la nature même des activités agricoles. Mais elle n'a pas perduré... d'autres expressions (intensification, compétitivité, ajustements etc.) sont venues se substituer et désigner des processus jugés qualitativement différents.

On pourra estimer que nous forçons un peu le caractère « consensuel » des politiques et que nous insistons sur les lignes de continuité. Il nous semble que cette continuité correspond à une constatation que nous reprenons des ouvrages de référence sur le pays et qui s'applique parfaitement à l'analyse de la politique agricole : en Turquie, la question de l'Etat-national, posée dans l'entre-deux-guerres dans des conditions très particulières, est devenu un socle durable de la culture politique et de l'économique-politique.

Les caractéristiques propres de l'agriculture turque ne peuvent en effet permettre d'expliquer la place qu'elle a occupée dans l'histoire contemporaine du pays et les permanences que l'on retrouve lorsqu'on examine la question agraire. Comme nous l'avons souligné précédemment, lorsque se forme le projet d'un Etat-Nation moderne en Turquie, l'Occident est à la fois le référent incontesté du kémalisme, mais dans le même temps les guerres, les crises économiques et les brutales diplomaties des puissances dominantes ont mélangé cette fascination avec des méfiances non seulement légitimes mais indispensables à tout projet national.

Lors de l'inclusion des pays latino-américains dans ce que l'on appellera plus tard « le concert des nations » (en 1815-30 d'abord, avec les indépendances, puis après 1860 avec l'expansion des marchés de produits tropicaux) l'insertion s'est réalisée via des stratégies d'agro-exportation. Les groupes d'exportateurs de produits agricoles plus ou moins transformés constituent alors le noyau de l'Etat et « courbent » les politiques économiques et agricoles autour de cet objectif central. En Turquie au contraire, la pression des puissances européennes contre l'autonomie de l'Etat-Nation turc (qui sera obtenu par les armes), les incertitudes des marchés internationaux amènent la direction de l'Etat à poser dans un même mouvement le problème de l'indépendance nationale et celui de l'indépendance économique.

Ces conditions très particulières fournissent le cadre d'une stratégie économique durablement « orientée vers l'intérieur » (*inward oriented*), qui se caractérise aussi par une sorte « d'isolationnisme idéologique » (Shaw, Shaw, 1968), qui « turquifie » toutes les influences étrangères. Il s'agit là d'une caractéristique du nationalisme turc qui ne s'effritera que très lentement dans l'après-guerre.

La place de l'agriculture dans le modèle de développement est liée à ces choix vitaux. Du point de vue du commerce extérieur agricole on constate que le pays n'a jamais réglé sa conduite agraire exclusivement sur l'agro-exportation (comme l'on fait de nombreux pays en développement). Certes, les « bassins » d'agro-exportation sont constitués depuis longtemps, et sont un legs de la situation ottomane et des premiers pas de l'insertion de la Turquie dans l'économie mondiale. Coton et tabac (et quelques autres produits) sont produits dans des proportions non-négligeables pour les marchés extérieurs, mais ils n'ont pas engagé le pays dans une stratégie d'agro-exportation orientant l'ensemble de l'économie vers l'extérieur.

Les évolutions de productions comme les céréales (et d'abord le blé), le sucre, le thé sont à cet égard très significatives. Leur développement correspond au double

souci de faire produire les terroirs nationaux (modernisation), et de limiter au maximum les importations afin de réserver celles-ci aux biens de capitaux nécessaires à une industrialisation, condition même de l'indépendance nationale. Une fois que ces cultures sont arrivées à des stades de production excédentaires, le gouvernement a limité les programmes d'expansion pour les régler sur la consommation intérieure, sans répercuter au niveau des producteurs le défaut de productivité que supposait des exportations déficitaires.

L'agriculture a ainsi une place à la fois privilégiée et subordonnée (au développement de l'industrie). La reconnaissance de ses fonctions multiples — économiques et politiques — a permis d'assurer sans doute une relative stabilité à la croissance nationale.

Une autre caractéristique différenciant la Turquie d'autres pays en développement sont les relations qu'entretiennent l'Etat et la société. Comme le soulignent beaucoup d'analystes (Weiker, 1981, Insel, 1984,...), la composition sociale turque et ses représentations s'établissent sur une structure héritée de l'Empire : faiblesse de l'industrie (classe ouvrière et patronat), position subordonnée des grands propriétaires fonciers à la légitimité nationale-kémaliste, Etat organisé autour d'une véritable et ancienne couche bureaucratique-militaire (relativement indépendante des intérêts économiques de la société). Cette légitimité a perduré, en dépit de la croissance des entrepreneurs et du renforcement des couches supérieures de l'agriculture sur lesquelles les modernisateurs ont été contraints de s'appuyer. De nombreux indices montrent la constitution de proto-groupes de type classiste, ils n'ont pour l'instant, en dépit des passations de pouvoir au sein du multipartisme, jamais pu déroger (dans les discours, mais surtout dans les faits) au populisme agrarien. Les partis n'ont donc jamais pu abandonner une politique de prix, de gestion des marchés et d'aménagement infrastructurel *via* l'Etat, dont le coût menace périodiquement l'équilibre agro-économique du pays. Mais cette politique est aussi la condition nécessaire d'une modernisation globale, bien qu'inégale, de l'agriculture (et donc de la majorité du pays) sans trancher sur le modèle social à promouvoir dans les campagnes et sans conduire à une situation de conflit structurel dans la société civile paysanne.

L'inévitable évolution de la composition sectorielle de l'économie (diminution de l'agriculture) et de la société (croissance incontrôlée de l'urbanisation), comme les besoins de plus en plus pressants d'une croissance accélérée et le caractère plus âpre de la concurrence internationale, nécessitent d'adopter des politiques d'intensification et de compétitivité plus radicales limitant de surcroît les pressions inflationnistes au maximum. La stratégie « orientée vers l'extérieur » que le pays adopte graduellement depuis 1980 répond à cette nouvelle situation. Elle laisse pour l'instant aux forces du marché partiellement libérées le problème du choix de structure. Il est peu probable qu'elles suffisent à clore une période aussi longue de l'histoire nationale et de son agriculture.

NOTES

1. Dans l'ensemble des ouvrages consacrés à la Turquie on ne trouve pas de périodisation propre à la politique agricole. Les périodisations sont, quasi exclusivement, établies à partir d'une chronique de politique et de politique économique générales. Les périodisations utilisées par les auteurs se recoupent généralement. Les différences viennent plutôt du primat accordé au politique ou à l'économique dans la délimitation des périodes ou au thème structurant choisi.

2. Nous n'avons donc pas repris la date de 1950 généralement admise comme date rupture — premières élections libres du pays — et date supposée de la fin de l'étatisme économique. En effet, les indices d'un changement sont manifestes dès la sortie de la guerre et l'on peut ainsi analyser la période 1945-50 comme une période de transition pendant laquelle se modifient sensiblement les orientations économiques — en particulier vis-à-vis de l'agriculture. Au cours de cette période apparaissent aussi les premiers changements technologiques importants.

3. A l'exception de la question d'Alexandrette (Hatay) qui ne sera réglée définitivement qu'au tout début de la seconde guerre mondiale (Shaw & Shaw, 1977, 377).

4. Keyder (1981) donne des chiffres sensiblement différents des soldes migratoires : il estime que 880 000 grecs quittèrent le pays dont 250 000 travaillaient dans l'agriculture, notamment dans les vignes et le tabac qui représentaient 40 % des exportations turques en 1923. Il cite le chiffre de 13,6 millions d'habitants en 1923 contre 15,8 en 1913 — sur le même territoire. Autre aspect important de cet « héritage » de la période de guerre : le troupeau, il semblerait être passé de 6,9 millions de tête à 4,1, diminuant probablement la capacité de labour — le gouvernement républicain a d'ailleurs, dès 1923, supprimé toute taxe à l'importation des animaux vivants.

5. Nous avons utilisé cet hispanisme (employé notamment en Amérique Latine et au Mexique) pour désigner une référence constante à l'agriculture et au paysannat. Le terme « agrarien » que nous employons de façon équivalente plus loin est, en français, ambigu puisqu'il désigne soit une politique « partageuse » (Babeuf), soit une défense des intérêts des grands propriétaires fonciers.

6. Lewis souligne sur ce point que l'abolition de la dîme représentait un « sacrifice » important du point de vue des recettes de l'Etat. Les taxes de monopole, dont l'Etat avait pris le contrôle (tabac, allumettes, alcools) se sont substituées à la dîme, transférant la taxation des paysans aux consommateurs — « propriétaires fonciers et citoyens, principaux clients du monopole ».

7. Keyder (1981) : entre 1924 et 1928 le Parlement vote la construction de 2 000 km de voies ferrées supplémentaires (contre les 3 126 existantes); en 1929 environ 50 % étaient construites.

8. En 1925, dans le cadre de l'aménagement infrastructurel des campagnes, une taxe routière est créée, redevable soit en argent soit en journées de travail. Elle équivaut à 6 jours par an en 1925; 9 en 1929; 6 en 1939; elle est supprimée en 1952 (Ergüder, 1970).

9. Il semble en effet qu'après une situation virtuellement inchangée au cours de l'entre-deux-guerres, les Instituts de Village aient été la première grande secousse de l'économie villageoise traditionnelle. Mais dès septembre 1946, avec la démission forcée de leur promoteur (Tonguç), une vaste campagne est déclenchée contre les Instituts jugés « subversifs et communistes » (Arayıcı, 1986). Ils disparaissent quelque temps plus tard laissant cependant une forte empreinte dans la tradition populiste (Dumont, 1973).

10. Lewis (1988), fait la même analyse : « Deux groupes profitaient tout particulièrement de la guerre : les gros agriculteurs, qui réalisaient d'énormes bénéfices grâce à la hausse des prix agricoles, et les négociants et intermédiaires d'Istanbul, bien placés pour exploiter tant la valeur élevée des exportations turques que la pénurie désespérée des indispensables importations ».

11. ... largement discuté dans la littérature étrangère parce qu'il affectait le sort des minorités commerçantes (Cf. Lewis, 1968).

12. Selon les chiffres de l'Institut National des Statistiques, le parc s'élève actuellement à plus de 600 000 unités (1986). On retrouve un mouvement similaire pour les moissonneuses-batteuses : moins de 6 000 en 1955, 8 500 en 1970, près de 12 000 en 1975, 13 000 en 1980, chiffre stationnaire depuis lors.

13. chiffres incluant les jachères. N. Borlaug (1982, 62) précise que les trois-quarts de ces gains ont été réalisés en Anatolie dans les zones de production de blé d'hiver.

14. «[...] durant cette période un paysan devait posséder 600 décares pour pouvoir bénéficier de crédit pour les tracteurs. [...] Cela signifie que seules les plus grandes fermes avaient la possibilité d'acheter un tracteur. [...] A titre de comparaison notons que seuls 2 % des fermes en

Turquie possédaient plus de 500 décares » (Mann, In : Ozbudun, Ulusan, 1980, 209). Ces limites ont ensuite été abaissées progressivement jusqu'à 300 décares.

15. Dans son ouvrage *The Agricultural Development of Turkey* (1975), Oddvar Aresvik, pour justifier un traitement de la question agraire turque principalement à partir de celle du blé souligne que ce biais n'est pas illégitime puisque 55 % de la superficie cultivée en Turquie est consacrée au blé.

16. Il faut noter la combinaison de résultats technico-scientifiques et de « développement », qui contraste avec les difficultés rencontrées soit en URSS, soit dans les pays du Moyen-Orient durant la même période.

17. L'ensemble des auteurs s'accordent à reconnaître que la politique des prix pratiquée en Turquie a, en règle générale, été favorable au secteur agricole. Et ceci est particulièrement vrai à partir des années 1950 lorsque l'Etat a accru de manière importante son intervention. L'indicateur couramment choisi pour le démontrer sont les termes de l'échange internes calculés en divisant le déflateur des prix agricoles, obtenu à partir du produit agricole de la P.I.B. en prix constants et en prix courants, par le déflateur des prix non-agricoles (Voir Somel 1979, Akder et al. 1987, Le Lan 1989). L'examen de cet indice nous montre clairement que de 1950 à 1971, la parité entre prix agricoles et non-agricoles a été globalement respectée, qu'à partir de 1972 les prix ont nettement évolué en faveur du secteur agricole, puisqu'après 1977 les termes de l'échange se sont très sérieusement dégradés. Une analyse des termes de l'échange entre prix agricoles et prix des intrants nous fournit des conclusions encore plus favorables pour l'agriculture.

18. L'Etat, par l'intermédiaire de la Banque Centrale (pour les entreprises d'Etat) ou de la Banque Agricole (pour les coopératives de vente) fournit les fonds annuels nécessaires aux activités de soutien. Lors d'exercices déficitaires la dette est inscrite au passif de ces entreprises. Plusieurs fois au cours de la période, ces dettes ont été consolidées ou annulées. Mais la prise en charge de ces déficits n'est pas comprise dans le budget de l'Etat. Ainsi ces activités de soutien sont financées par une expansion monétaire génératrice d'inflation.

19. C'est le cas en particulier de la production sucrière décrite dans l'ouvrage de Bertil Walstedt (1980) : afin de substituer la production nationale aux importations, l'Etat a créé (à partir de 1926), une industrie de traitement de la betterave à sucre, en disséminant des unités de production dans tout le pays. Dès les années 1960 entre 150 000 et 200 000 ha. étaient destinés à la production de betterave.

20. Margulies et Seddon (1984) ont relaté l'âpreté des débats sur cette question entre intellectuels de la gauche turque à la fin des années 1960. Il faut noter que ce problème était le centre même des discussions de stratégie politique de la gauche.

21. Avec le développement de la mécanisation sont apparues de nouvelles formes de relations de production. Le paysan qui possède un tracteur (et qui n'est pas forcément un gros propriétaire) loue ses services pour les travaux mécaniques, aux petits propriétaires. Cette évolution a pu être ainsi interprétée comme une nouvelle forme de métayage, le pouvoir passant du propriétaire de la terre au propriétaire du tracteur.

22. L'article 74 de la première constitution prévoyait en effet que les terres sous le régime de propriété privée ne pouvait être expropriées que dans l'intérêt public et devaient être payées immédiatement et au prix du marché. Cet article rendait donc l'expropriation difficile et coûteuse. L'amendement de 1937 stipule qu'une propriété privée pouvait être expropriée dans le cadre d'une réforme agraire et que l'indemnité d'expropriation et le mode de paiement de celle-ci, seront déterminés selon des lois spéciales (Aktan, 1971, 89).

23. L'auteur précise que, sur cette superficie, seuls 78 900 ha. avaient été expropriés. Comme l'expropriation a souvent été appliquée à des fondations religieuses ou des administrations locales, les expropriations concernant les propriétaires terriens ne s'élevaient qu'à 20 800 ha, soit moins de 1 % du total des terres distribuées. Le nombre de familles bénéficiaires a été de 445 876.

24. La réforme agricole était l'expression employée par le Parti Démocrate puis par son héritier, le Parti de la Justice, pour désigner une plus grande attention de l'Etat à la modernisation du secteur agricole sans toucher directement aux structures (Hiç, Parvin, 1984).

25. Par un amendement constitutionnel de 1971, la valeur servant de base à l'expropriation était fixée par rapport à la taxe foncière sous-estimant la valeur réelle des terres. Cependant la cour constitutionnelle l'annula et revint au principe général de la valeur sur le marché foncier pour les expropriations (Hiç, Parvin, 1984).

26. ... au contraire des anciennes possessions ottomanes en Europe Centrale où la grande propriété avait acquis une position dominante plus forte qu'en Anatolie. Les réformes agraires se

sont révélées nécessaires et possibles dès l'entre-deux-guerres (Lordan, 1984). Elles ont été plus tardives dans les anciennes possessions moyen-orientales (Le Coz, 1974).

27. Charles K. Mann par exemple note, en se basant sur des études effectuées par l'Office d'Etat de planification ou par des scientifiques turcs, que l'inégale répartition de la terre a une incidence décisive sur les résultats de la politique étatique de soutien des prix et sur la distribution de ces aides de l'Etat. L'étude de l'Office du Plan sur le blé fait ressortir que seules les fermes d'une taille supérieure à 2,5 ha produisent suffisamment pour dégager un surplus commercialisable, alors que les autres représentant 60 % du total des fermes productrices de blé, doivent parfois acheter sur le marché un blé se renchérissant avec l'intervention de l'Etat (Charles K. Mann, In : Özbudun, Ulusan, 1980).

BIBLIOGRAPHIE

- AKDER (Halis), GURKAN (A. Arslan), KASNAKOGLU (Haluk), février 1987, *Agricultural Labor and Technological Change in Turkey*, Ankara : Working Paper, Middle East Technical University, Department of Economics, 114 p.
- AKSOY (Suat), TALIM (Metin), 1989, *Les structures agricoles en Turquie*, in : (Tekelioglu).
- AKTAN (Resat), 1965, *Analysis and assessment of the conomic effects of Public Law 480 Title I Program, Turkey*, Ankara : Université d'Ankara, Faculté des Sc. Politiques, 525 p.
- AKTAN (Resat), 1966, Problems of land reform in Turkey, in *Middle East Journal*, 20 (3), pp. 317-334.
- AKTAN (Resat), 1967, Economic planning in turkish agriculture, in *University of Ankara Year-book*, Faculty of Agriculture (Ankara), 6, pp. 112-135.
- AKTAN (Resat), 1971, Analysis and evaluation of land reform activities in Turkey, in *Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi* (Ankara), 26 (3), pp. 85-136.
- ANDERSON (R. Glenn), BORLAUG (Norman E.) et HANSON (Haldore), 1982, *Wheat in the Third World*, Boulder (Colorado) : Westview Press, pp. 59-67.
- ARESVIK (Oddvar), 1975, *The agricultural development of Turkey*, New-York : Praeger Publishers, 220 p.
- BALABAN (Ali), TEKINEL (Osman), 1989, *Projet intégré de développement du sud-est anatolien (GAP)*, np, in : (Tekelioglu).
- BIRD, 1982, *Turkey : Industrialization and Trade Strategy*, Washington : BIRD, 455 p.
- BIRD, 1951, *The Economy of Turkey : An Analysis and Recommendations for A Development Programm*, Washington, 276 p.
- BIRD, 1983, *Turkey, agricultural development alternatives for growth with exports*, Washington : Banque Mondiale, Vol I, II et III, Série grise, 101, 241 et 268 p.
- ERGÜDER (Ü.), 1970, *Politics of Agricultural Taxation in Turkey, 1945-1965*, Syracuse University Ph. D, Political science, public administration.
- GÖKALP (Altan) (éd.), 1986, *La Turquie en transition*, Paris : Maisonneuve et Larose, 227 p.
- HALE (William), 1981, *The political and economic development of modern Turkey*, Londres : Croom Helm, 279 p.
- HERSCHALG (Z.Y.), 1968, *Turkey The Challenge of Growth*, Leiden : E.J. Brill, 406 p.
- HIC (Mükerrem), PARVIN (Manoucher), 1984, Land reform versus agricultural reform. Turkish miracle or catastrophe delayed, in *International Journal of Middle East Studies*, 16 (2), pp. 207-232.
- INSEL (Ahmet), 1984, *La Turquie entre l'ordre et le développement*, Paris : Ed. L'Harmattan, 243 p.
- JORDAN (Constantin), 1984, Les réformes agraires dans la période de l'entre-deux-guerres. Repères comparatifs, in *Revue des Etudes Sud-Est européennes* (Bucarest), 22 (3), pp. 243-251.
- ISLAMOGLU-INAN (Huri) (éd.), 1987, *The Ottoman Empire and the World-Economy*, Cambridge University Press & Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 488 p. (Coll. Etudes sur le capitalisme moderne).
- KAZGAN (Gülten), 1976, Agrarian problems, state objectives and agricultural policy in Turkey, in *Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, Série AG, n° 14, pp. 1599-1629.

- KEYDER (Caglar), 1981, *The Definition of Peripheral Economy : Turkey 1923-29*, Cambridge, Paris : Cambridge University Press, Editions de la M.S.H., 158 p.
- LE COZ (Jean), 1974, *Les réformes agraires : de Zapata à Mao Tsé-Toung et la F.A.O.*, Paris : Presses Universitaires de France, 308 p.
- LE LAN (Jean-Marie), 15-17 septembre 1987, *Le développement du secteur céréalier en Turquie*, Communication présentée au Colloque international « Turquie-Moyen-Orient-Marché commun », Chantilly, 21 p. (à paraître).
- LERIN (François), 1986, *Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*, Actes du colloque de Rabat, Maroc 6-8 mars 1985, INAV-HII, CIHEAM/IAM : Montpellier, 336 p.
- LEWIS (Bernard), 1988, *Islam et laïcité : La naissance de la Turquie moderne*, Paris : Fayard, 520 p. (édition anglaise, 1968).
- MARGULIES (Ronnie), SEDDON (David), avril 1984, *The Politics of the Agrarian Question in Turkey : Review of a Debate*, in *Journal of Peasant Studies*, 11 (3), pp. 28-59.
- MEHMET (Mustapha Ali), 1984, *Essai de réforme agraire en Turquie 19-20^e siècle*, in *Revue des Etudes Sud-Est Européennes*, 22 (3), pp. 259-265.
- NIRON (Suna), 1986, *Fertilizer Pricing in Turkey*, in SEGURA (Edilberto L.), SHETTY (Y.T.) et MISHIMIZU (Mieko) (éds), *Fertilizer Producer Pricing in Developing Countries, Issues and Approaches*, Washington : Banque Mondiale, pp. 219-235.
- OZBUDUN (Ergun), ULUSAN (Aydin) (ed.), 1980, *The political economy of income distribution in Turkey*, N. Y., London : Holmes and Maier Publishers INC, 533 p.
- PAMUK (Sevket), printemps 1988, *War, State Economic Policies and Resistance by agricultural producers in Turkey 1939-1945*, in *New Perspectives on Turkey*, 2 (1), pp. 19-36.
- SHAW (Stanford J.), SHAW (Ezel Kural), 1977, *History of the Ottoman Empire and modern Turkey*, Cambridge : Cambridge Uni. Press, (Vol. II : *Reform, Revolution, and Republic. The Rise of modern Turkey, 1908-1975*), 518 p.
- SOMEL (Kutlu), 1979, *Agricultural support policies in Turkey : a survey of litterature*, in *METU Studies in Development*, 6 (24/25), pp. 275-323.
- TEKELIOGLU (Yavuz), 1983, *Türkiye'de Tarimsal Makinalasmanın Temel Sorunu : Traktör (Le problème fondamental de la mécanisation en Turquie : le tracteur)*, Ankara : Türkiye Zirai Donatutim Kurumu Mesleki Yayinlari, 175 p.
- TEKELIOGLU (Yavuz), 1989, *L'économie turque et l'agriculture*, in Tekelioglu Y. (éd.), *L'agriculture turque*. Montpellier : Options Méditerranéennes, (à paraître).
- WALSTEDT (Bertil), 1980, *State Manufacturing Enterprise in a Mixed Economy. The Turkish Case*. Baltimore : The Johns Hopkins Uni. Press, 354 p.
- WEIKER (Walter F.), 1981, *The modernisation of Turkey : From Atatürk to the present day*, N.Y., London : Holmes & Meier, 303 p.

Illustration non autorisée à la diffusion

Istanbul. Üskürder Hamal (Photo P. Vesseyre, 1975).

Illustration non autorisée à la diffusion

**Takat Yazmahane : atelier d'impression sur tissu
(Photo P. Vesseyre, 1987).**

Illustration non autorisée à la diffusion

**Mardin. Transport de pneus
(Photo P. Vesseyre, 1985).**

Illustration non autorisée à la diffusion

**Istanbul-Beykoz. Yağlı güres (lutte turque) : un pehlivan
(Photo P. Vesseyre, 1986).**